

[Texte]

The Chairman: No, no. We made the decision ourselves to hold the hearings at this point rather than earlier.

Mr. Campbell: We are going into this negotiation now in a way as an extension of the leap of faith with which we went into the Free Trade Agreement. I wonder why this committee has not made the effort to do any kind of monitoring of the impact of free trade. To my knowledge, it has not. The Senate committee has been holding some hearings, but this committee has not. We at the CLC have been following it closely, as have other groups.

The government has not been doing that, or if it has been it has not been making that public. Before you are going to go into this thing, I find it strange that there has not been the evaluation of what the impact has been, in terms of the promises that were made about the benefits of free trade, because what we are talking about is an extension of the so-called benefits of free trade to include Mexico, and there has been no assessment of what these benefits and costs have been. It seems to me that this committee should be really looking closely at that, and really undertaking—

The Chairman: We may well look at it. We made the decision last spring that we would not do what the Senate committee is doing, that we would in fact make a decision about November or December as to what we would do in reviewing the Free Trade Agreement a year or two after the event. You can expect us to look at it in January or February, I think, in some way. That was the decision we made last year.

I do not know what the committee will be doing in January or February, because you have heard all the rumours about prorogation and all the rest of it, so who knows who the committee will be, but there it is.

Thank you very much.

Ms Riche: Thank you.

• 1035

The Chairman: Let me welcome our second witness for the morning, Mr. Laurent Thibault, President and Executive Director of the Canadian Manufacturers' Association.

Let me make the same disclaimer. Mr. Thibault knows that the decision was made by the government and that the original questions we put to him have been answered in one sense. But there was a third question we put to all the witnesses: if you are in favour of Canada going to the table, what objectives and/or conditions should Canada bring to the negotiating table? So I guess we can have some conversation that I hope will be within the frame of reference we asked our witnesses. Certainly the CLC was a little concerned about the process.

[Traduction]

Le président: Non, non. Nous avons décidé nous-mêmes de tenir des réunions à ce moment-ci plutôt qu'à une date antérieure.

M. Campbell: Nous nous engageons dans cette négociation un peu à la suite de l'acte de foi que nous avons fait avec l'Accord de libre-échange. Je me demande pourquoi ce comité n'a pas pris la peine d'étudier l'impact de cet accord. À ma connaissance, il n'a rien fait en ce sens. Le comité sénatorial, lui, a tenu des réunions à ce sujet. Nous avons également suivi les événements de très près au niveau du CTC et d'autres groupes.

Le gouvernement n'a rien fait de tel, ou s'il l'a fait, il n'en a rien dit. Je trouve étrange qu'avant de se lancer dans cette aventure on ne procède pas à une évaluation de l'impact de l'Accord de libre-échange, pour savoir s'il a rempli ses promesses quant aux avantages qu'il devait rapporter, parce que ce dont il s'agit ici, c'est d'un prolongement de l'Accord de libre-échange de façon à inclure le Mexique. Il n'y a pas eu d'évaluation des avantages et des coûts de la première expérience. Il me semble que le comité devrait surveiller la situation de très près et s'engager. . .

Le président: Nous pourrions toujours décider de le faire. Nous nous sommes entendus le printemps dernier pour ne pas faire la même chose que le comité sénatorial, pour attendre à novembre ou décembre afin de voir si nous devons examiner l'Accord de libre-échange un an ou deux après son instauration. Donc, nous pourrions l'étudier d'une façon ou d'une autre en janvier ou février. Pour l'instant, nous nous en tenons à la décision que nous avons prise l'année dernière.

Évidemment, je ne sais pas où en sera le comité en janvier ou février, parce qu'il est question d'une prorogation et de bien d'autres choses encore. Qui sait ce qu'il pourra advenir du comité d'ici là?

Merci beaucoup.

Mme Riche: Merci.

Le président: Je voudrais maintenant souhaiter la bienvenue à notre deuxième témoin de ce matin, M. Laurent Thibault, président et directeur exécutif de l'Association des manufacturiers canadiens.

Je fais la même réserve que tout à l'heure. M. Thibault sait que la décision a déjà été prise par le gouvernement et que certaines des questions initiales que nous lui avons posées ont déjà reçu une réponse. Il y a cependant une troisième question que nous pourrions continuer de poser à tous nos témoins: si vous êtes en faveur d'une participation du Canada aux négociations, quels doivent être ses objectifs ou ses conditions? Nous pouvons donc avoir un échange à l'intérieur des questions que nous avons soumises à nos témoins. Le CTC quant à lui s'est dit quelque peu préoccupé par le processus.